

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2004 — 3680

[2004/202795]

28 JUILLET 2004. — Arrêté du Gouvernement wallon portant exécution du décret du 27 mai 2004 relatif à l'agrément et au subventionnement des services "Espaces-Rencontres"

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 27 mai 2004 relatif à l'agrément et au subventionnement des services "Espaces-Rencontres";

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 25 mai 2004;

Vu l'accord sur Ministre du Budget, donné le 27 mai 2004;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 5 juillet 2004, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, modifiées par la loi du 2 avril 2003;

Sur proposition de la Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des Chances;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — *Dispositions générales*

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle, en vertu de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128, § 1^{er}, de celle-ci.

Art. 2. Pour l'application de présent arrêté, on entend par :

1^o administration : la Direction générale de l'Action sociale et de la Santé du Ministère de la Région wallonne;

2^o Ministre : le Ministre qui a la politique familiale dans ses attributions;

3^o services : les services "Espaces-Rencontres";

4^o Commission : la Commission consultative wallonne des services "Espaces-Rencontres";

5^o décret : le décret du 27 mai 2004 relatif à l'agrément et au subventionnement des services "Espaces-Rencontres".

CHAPITRE II. — *De la procédure d'agrément**Section 1^{re} — De l'octroi d'agrément*

Art. 3. La demande d'agrément est introduite, sous pli recommandé à la poste, auprès de l'administration. Une copie est adressée au Ministre.

Outre les informations requises par l'article 6, alinéa 2, du décret, le dossier de demande comprend :

1^o l'identité de la personne représentant le service et ses coordonnées;

2^o les coordonnées du service;

3^o les noms, titres, diplômes et fonctions des membres du personnel;

4^o l'indication de l'arrondissement judiciaire desservi par le service;

5^o l'indication des autres sources de subsidiation éventuelles du service par les pouvoirs publics, à quelque niveau que ce soit;

6^o les jours et heures d'ouverture du service;

7^o une copie signée par le responsable du service du Code de déontologie, tel qu'annexé au présent arrêté.

Art. 4. Dans les dix jours de la réception de la demande, l'administration envoie un accusé de réception au service.

L'administration vérifie si la demande est complète et, au besoin, réclame au service, dans les trente jours de la réception de la demande, les pièces ou informations manquantes.

Le service dispose d'un délai de trente jours, à dater de la réception du courrier par lequel l'administration lui réclame des pièces ou informations manquantes, pour lui faire parvenir celles-ci.

Lorsque le dossier est complet, l'administration envoie au service un courrier le lui signalant.

Art. 5. Dans les trente jours de l'envoi du courrier visé à l'article 4, alinéa 4, l'administration transmet le dossier, accompagné de son avis, à la Commission.

La Commission transmet son avis au Ministre dans les deux mois de la réception du dossier.

Art. 6. Le Ministre statue sur la demande dans les deux mois de la réception de l'avis de la Commission.

La décision est notifiée au service par lettre recommandée à la poste.

Art. 7. Le renouvellement d'agrément doit être demandé six mois au moins avant l'expiration de l'agrément en cours.

Les articles 3 à 6 sont applicables à la demande de renouvellement.

Art. 8. Lorsqu'un agrément provisoire d'un an a été accordé en application de l'article 8, alinéa 2, du décret, et que le Ministre n'a pas l'intention de prolonger la période d'agrément, il en avertit le service, par lettre recommandée à la poste, au plus tard trois mois avant la date de fin de l'agrément provisoire.

L'avis de la Commission est sollicité. Celle-ci dispose d'un délai d'un mois, à dater de la réception de la demande, pour rendre son avis.

Section 2. — De la suspension et du retrait d'agrément

Art. 9. Lorsque le Ministre a l'intention de suspendre ou de retirer l'agrément, il en informe, par lettre recommandée à la poste, le service concerné. La proposition de suspension ou de retrait indique les motifs le justifiant.

Le service dispose d'un délai de trente jours à dater de la réception de la proposition de suspension ou de retrait, pour transmettre ses observations écrites au Ministre.

Art. 10. Le Ministre transmet à la Commission, pour avis, sa proposition de suspension ou de retrait accompagnée, le cas échéant, des observations du service dans le mois suivant la réception de celles-ci ou suivant l'écoulement du délai visé à l'article 9, alinéa 2.

Art. 11. La Commission transmet son avis au Ministre dans les deux mois de la réception de la proposition de suspension ou de retrait visée à l'article 10.

Art. 12. Le Ministre statue dans le mois de la réception de l'avis de la Commission.

La décision de suspension ou de retrait est notifiée au service par lettre recommandée à la poste.

Section 3. — Des recours

Art. 13. En cas de non prolongation d'agrément provisoire, de refus, de suspension ou de retrait d'agrément, un recours est ouvert au Gouvernement.

Le recours est introduit, par lettre recommandée à la poste, auprès du Ministre dans les deux mois suivant la notification de la décision attaquée.

Le recours n'est pas suspensif. En cas d'accueil du recours, le droit aux subventions est rétabli à partir de la date fixée par le Gouvernement.

Art. 14. Le Gouvernement statue dans les trois mois de l'envoi recommandé visé à l'article 13, alinéa 2.

CHAPITRE III. — Des conditions d'agrément relatives au personnel et à l'organisation des locaux

Art. 15. § 1^{er}. Outre les conditions d'agrément visées à l'article 7 du décret, le service dispose :

1° d'un universitaire, porteur d'un diplôme de licencié en sciences humaines;

2° d'un travailleur social, porteur d'un diplôme d'assistant social, d'auxiliaire social, d'assistant en psychologie, d'éducateur, d'instituteur maternel ou primaire ou de post-graduat en médiation, délivré par l'enseignement supérieur pédagogique ou social, au moins de type court, de plein exercice ou de promotion sociale.

§ 2. Le licencié en sciences humaines et le travailleur social suivent une formation liée aux missions visées par le décret ou font l'objet d'une supervision, avec un minimum de trente heures par an.

Art. 16. Le service dispose d'au moins une pièce aménagée spécialement en vue des rencontres entre parents et enfants.

CHAPITRE IV. — Des subventions

Section 1^{re}. — Des subventions pour frais de personnel

Art. 17. § 1^{er}. Est allouée à tout service agréé une subvention destinée à couvrir les frais de personnel suivants :

1° un universitaire équivalent temps plein;

2° un travailleur social équivalent temps plein;

3° un agent administratif à raison de 0,2 équivalent temps plein.

§ 2. La subvention est destinée à couvrir :

1° le salaire brut du personnel;

2° les charges sociales patronales, y compris les frais de secrétariat social, plafonnées à 54 % des dépenses de personnel visées au 1°;

§ 3. Les dépenses de personnel visées au § 2, 1°, ne sont prises en compte que dans la mesure où elles n'excèdent pas les échelles de traitement annexée au présent arrêté;

§ 4. Ne sont admissibles au titre de frais de personnel que les dépenses relatives au personnel statutaire ou engagé sous contrat de travail.

Art. 18. § 1^{er}. Sont admissibles pour l'octroi des augmentations intercalaires, avec un maximum de six années, les services effectifs et pouvant être considérés comme expérience utile que le personnel a antérieurement prestés auprès d'une autorité publique de droit belge, de droit étranger ou de droit international, ou d'une institution agréée ou subventionnée par elle.

Le Ministre détermine les services visés au 1^{er} alinéa qui peuvent être considérés comme expérience utile.

§ 2. Le membre du personnel engagé à temps partiel obtient les augmentations intercalaires de la même manière qu'un membre du personnel engagé à temps plein.

Toutefois, si un membre du personnel a été engagé à temps partiel par le service "Espaces-Rencontres" et preste ultérieurement à temps plein, les services qu'il aura prestés à temps partiel seront calculés au prorata d'un horaire complet pour la détermination de son ancienneté pécuniaire à partir du moment où il preste à temps plein.

Les services effectifs qu'un membre du personnel a prestés antérieurement dans une autre fonction rémunérée, et admissibles pour le calcul des augmentations intercalaires seront également calculés au prorata d'un horaire complet pour la détermination de son ancienneté pécuniaire pour la période antérieure à l'entrée dans un service "Espaces-Rencontres".

§ 3. Les services admissibles qui couvrent des mois entiers sont directement valorisés dans l'ancienneté pécuniaire, à concurrence d'un mois par période de trente jours.

§ 4. Les anciennetés sont prises en considération dans le mois de la production de documents certifiés exacts reprenant notamment le nom et la date de naissance du membre du personnel, le nom des employeurs, l'objet du service et la nature de l'emploi, le statut, le nombre d'heures de prestations, ainsi que la preuve que ces services étaient agréés ou subventionnés par les autorités ou institutions visées au § 1^{er}.

Art. 19. Pour les subventions qui constituent des rémunérations ou des frais assimilés, il est fait application de la loi du 1^{er} mars 1977 organisant un régime de liaison à l'indice des prix à la consommation du Royaume de certaines dépenses du secteur public.

Section 2. — Des subventions pour frais de fonctionnement

Art. 20. Est allouée à tout service agréé une subvention destinée à couvrir les frais de fonctionnement.

Cette subvention est forfaitairement fixée à 12.500 euros.

Une partie de la subvention pour frais de fonctionnement peut être affectée aux frais de personnel.

Art. 21. Les frais de formations visées à l'article 15, § 2, sont comptabilisés dans les dépenses de fonctionnement.

Sont également admissibles les frais de formations liées aux missions visées par le décret suivies par les membres du personnel du service non subventionnés dans le cadre du présent arrêté.

Art. 22. Pour les subventions destinées à couvrir les frais de fonctionnement, il est fait application de la loi du 2 août 1971 organisant un régime de liaison à l'indice des prix à la consommation des traitements, salaires, pensions, allocations et subventions à charge du Trésor public, de certaines prestations sociales, des limites de rémunération à prendre en considération pour le calcul de certaines cotisations de sécurité sociale des travailleurs, ainsi que des obligations imposées en matière sociale aux travailleurs indépendants.

Section 3. — Des conditions et des modalités d'octroi des subventions

Art. 23. Les subventions sont accordées, par année civile, à tout service agréé qui remplit les obligations suivantes :

1° transmettre à l'administration les rapports d'activités visés à l'article 14, 1° et 2°, du décret, dont les modèles sont annexés au présent arrêté;

2° communiquer à l'administration les pièces et informations visées à l'article 15, 1° et 2°, du décret;

3° ne pas recevoir des subventions pour les membres du personnel, si elles font double emploi.

Art. 24. Les subventions de fonctionnement et de frais de personnel sont versées en quatre avances trimestrielles de 22,5 %.

Le solde est liquidé avant le 1^{er} octobre de l'année suivante, sur présentation des justificatifs des dépenses.

Section 4. — De la réduction et de la suspension des subventions

Art. 25. Lorsque le Ministre a l'intention de réduire ou de suspendre les subventions, il en informe, par lettre recommandée à la poste, le service concerné. La proposition de réduction ou de suspension indique les motifs le justifiant.

Le service dispose d'un délai de trente jours à dater de la réception de la proposition de réduction ou de suspension pour transmettre ses observations écrites au Ministre.

Art. 26. Le Ministre statue dans le mois suivant la réception des observations du service ou suivant l'écoulement du délai visé à l'article 25, alinéa 2.

La décision de réduction ou de suspension est notifiée au service par lettre recommandée à la poste.

Art. 27. En cas de réduction ou de suspension des subventions, un recours est ouvert au Gouvernement.

Le recours est introduit, par lettre recommandée à la poste, auprès du Ministre dans le deux mois suivant la notification de la décision attaquée.

Le recours n'est pas suspensif. En cas d'accueil du recours, le droit aux subventions est rétabli à partir de la date fixée par le Gouvernement.

Le Gouvernement statue dans les trois mois de l'envoi recommandé visé à l'alinéa 2.

CHAPITRE V. — Du fonctionnement des services

Art. 28. Le coordinateur visé à l'article 9 du décret tient, au moins une fois tous les deux mois, une réunion de concertation rassemblant les membres du personnel qui remplissent les missions visées par le décret.

Art. 29. Le registre d'activités visé à l'article 11 du décret est tenu conformément au modèle annexé au présent arrêté.

Le registre est signé une fois par semaine par le coordinateur.

Art. 30. Le montant maximal de la contribution financière qui peut être réclamée aux parents est fixé annuellement à 12 euros par parent.

Ce montant est indexé au 1^{er} janvier de chaque année conformément à la loi du 2 août 1971 organisant un régime de liaison à l'indice des prix à la consommation des traitements, salaires, pensions, allocations et subventions à charge du Trésor public, de certaines prestations sociales, des limites de rémunération à prendre en considération pour le calcul de certaines cotisations de sécurité sociale des travailleurs, ainsi que des obligations imposées en matière sociale aux travailleurs indépendants.

Tout paiement donne lieu à la délivrance d'un reçu dont un double est conservé dans le dossier individuel. Le reçu mentionne la date, le nom du parent et le montant reçu.

Art. 31. Le service agréé porte l'appellation de "Service Espaces-Rencontres" de "suivi de l'indication du nom de l'arrondissement couvert par l'agrément concerné et, le cas échéant, d'un chiffre romain identifiant le service lorsque plusieurs agréments ont été délivrés pour un même arrondissement.

CHAPITRE VI. — De la Commission

Art. 32. La participation aux séances de la Commission donne droit à un jeton de présence dont le montant est fixé comme suit :

1° président : 20 euros;

2° vice-président : 15 euros;

3° autres membres, à l'exception des délégués du Gouvernement et de l'administration : 12,5 euros.

Art. 33. Les membres de la Commission bénéficient du remboursement de leurs frais de déplacement aux conditions suivantes :

1° ceux qui utilisent les moyens de transport en commun sont remboursés sur la base des tarifs officiels;

2° ceux qui utilisent leur véhicule personnel ont droit à une indemnité kilométrique déterminée conformément au tarif fixé par la réglementation applicable aux fonctionnaires de rang A4 de la Région wallonne.

La Région wallonne n'assume pas la couverture des risques résultant de l'utilisation d'un véhicule personnel.

CHAPITRE VII. — Dispositions finales et transitoires

Art. 34. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 2005.

Art. 35. Par dérogation aux articles 15, § 1^{er}, et 17, § 1^{er}, le personnel, qui à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté ne dispose pas des diplômes requis, peut être subsidié. Les demandes de dérogation sont introduites auprès du Ministre dans les six mois de la date d'entrée en vigueur du présent arrêté.

Art. 36. A titre transitoire, aussi longtemps que les crédits budgétaires ne permettent pas de subventionner les services "Espaces-Rencontres" en fonction des dispositions prévues au chapitre IV, lesdits crédits budgétaires sont destinés prioritairement au subventionnement des services précédemment subsidiés par le Ministère de la Justice, et à concurrence du montant des subventions dont ils bénéficiaient.

Art. 37. La Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des Chances est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 28 juillet 2004

Le Ministre-Président,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

La Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des Chances,

Mme Ch. VIENNE

ANNEXE 1 :

ECHELLES DE TRAITEMENT

Services "Espaces-rencontres"

	Licencié en sciences humaines		
	Indice 100		
	EUROS		
0	20435	15	30380
1	23257	16	30380
2	23257	17	31403
3	24230	18	31403
4	24230	19	32376
5	25203	20	32376
6	25203	21	33349
7	26176	22	33349
8	26176	23	34322
9	27149	24	34322
10	27511	25	34322
11	28484	26	34322
12	28484	27	34322
13	29457	28	34322
14	29457	29	34322

	Travailleur social		
	Indice 100		
	EUROS		
0	16463	16	25746
1	17661	17	26289
2	17661	18	26289
3	18194	19	26832
4	19194	20	26832
5	18726	21	27375
6	18726	22	27375
7	21341	23	27918
8	21341	24	27918
9	21884	25	28461
10	22246	26	28461
11	22789	27	29004
12	22789	28	29004
13	23332	29	29004
14	23332		
15	23878		

	Agent administratif		
	Indice 100		
	EUROS		
0	15191	15	21794
1	16345	16	21794
2	16345	17	22337
3	16611	18	22337
4	16611	19	22880
5	16966	20	22880
6	16966	21	23423
7	19259	22	23423
8	19259	23	23966
9	19802	24	23966
10	20164	25	24509
11	20707	26	24509
12	20707	27	25052
13	21251	28	25052
14	21251	29	25052

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 juillet 2004 portant exécution du décret du 27 mai 2004 relatif à l'agrément et au subventionnement des services "Espaces-Rencontres".

Namur, le 28 juillet 2004.

Le Ministre-Président,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

La Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des Chances,

Mme Ch. VIENNE

ANNEXE 2

CODE DE DEONTOLOGIE DES SERVICES "ESPACES-RENCONTRES"

1° Responsabilité

L'éthique des services "Espaces-Rencontres" est fondée sur le rapport de l'Homme à la Loi, dans une double référence juridique et symbolique. Elle reconnaît le sujet enfant dans la dimension humaine et sociale.

L'enfant est un sujet de droit dont l'un des droits et des besoins fondamentaux est d'avoir accès à chacun de ses parents et à toute personne titulaire d'un droit aux relations personnelles.

Le service "Espaces-Rencontres" ne se substitue pas aux parents dans l'exercice de leur autorité parentale.

Les enfants restent sous la responsabilité des parents lorsqu'ils sont dans le service "Espaces-Rencontres". Si aucun de ceux-ci n'est présent, la responsabilité du service ne peut être engagée qu'autant que serait démontrée l'existence d'une faute, imprudence ou négligence du personnel.

L'activité du service "Espaces-Rencontres" prend place dans le cadre général des dispositions légales qui visent la protection des personnes, et notamment celles qui visent la protection de l'enfant. Le service "Espaces-Rencontres" veille à ce que son action ne puisse pas conduire à mettre l'enfant en danger. Dans le cas où les intervenants constatent qu'il existe un danger pour l'enfant ou pour toute autre personne présente dans le service, ils appliquent les dispositions légales en vigueur et prennent toute mesure qui s'impose dans l'immédiat pour assurer la sécurité des personnes.

2° Intervention limitée dans le temps

Les services "Espaces-Rencontres" permettent que l'exercice du droit aux relations personnelles prenne place dans un espace approprié, en dehors du cadre privé où il s'exerce habituellement, en présence d'intervenants extérieurs à ces relations.

Le recours au service "Espaces-Rencontres" doit conserver un caractère exceptionnel et transitoire. Le service "Espaces-Rencontres" met en oeuvre les ressources et les compétences dont il dispose pour faire en sorte, dans la mesure du possible, que les relations entre les personnes concernées évoluent et puissent être entretenues sans l'intervention du service.

L'intervention du service est limitée dans le temps :

- soit par les parents, en accord avec le service "Espaces-Rencontres";
- soit par l'instance judiciaire ou administrative qui lui a adressé la situation, le service est informé du terme fixé;
- soit par le service "Espaces-Rencontres" lui-même.

Dans l'hypothèse où une situation a été adressée au service "Espaces-Rencontres" par une instance judiciaire ou administrative sans que la durée de l'intervention du service ait été prévue par cette instance, le service peut proposer aux parents de solliciter un nouvel examen de la situation par cette instance.

3° Impartialité de l'intervention

Le service "Espaces-Rencontres" est un lieu tiers, spécifique, indépendant et différencié des lieux habituels des enfants et des parents.

La compétence du service "Espaces-Rencontres" est limitée aux questions relatives à l'exercice du droit aux relations personnelles. Dans les conflits opposant les parents, les intervenants se réfèrent au cadre fixé pour le droit aux relations personnelles tel que défini au 4°, alinéa 4, et ne prennent parti ni pour un parent ni pour l'autre.

Si le service "Espaces-Rencontres" appartient à une structure qui a différentes activités, les personnes qui participent à plusieurs de ces activités s'abstiennent d'intervenir simultanément auprès d'une même situation.

Lorsqu'un intervenant a connaissance, en raison de sa pratique professionnelle extérieure ou de ses relations personnelles, d'une situation familiale prise en charge dans le service, il évitera de prendre part aux interventions relatives à cette situation.

Toute prise en charge thérapeutique des parents ou des enfants par les intervenants des services "Espaces-Rencontres" est interdite.

Les intervenants prennent en compte la diversité des cultures et des modes de fonctionnement familiaux.

4° Autonomie des services "Espaces-Rencontres" et relations avec les instances judiciaires et administratives

Lorsqu'ils estiment leur intervention inadéquate, les services "Espaces-Rencontres" peuvent refuser la prise en charge d'une situation qui leur est demandée par les parents ou par une instance judiciaire ou administrative. Ils peuvent également mettre fin à une intervention lorsqu'ils estiment inadéquate l'utilisation qui est faite du service qu'ils offrent.

Les services "Espaces-Rencontres" ne sont pas des lieux d'investigation ou d'expertise. Ils ne se substituent pas aux instances judiciaires ou administratives.

A l'exception des intervenants du service, tout autre professionnel (assistant de justice, magistrat, avocat, expert, travailleur social, ...) n'est pas admis dans le service pendant les rencontres entre parents et enfants.

Le cadre de l'exercice du droit aux relations personnelles est fixé par les décisions judiciaires ou administratives ou par les conventions conclues entre les parents, en conformité avec le règlement d'ordre intérieur du service "Espaces-Rencontres".

Les services "Espaces-Rencontres" peuvent recevoir copie de l'ordonnance ou du jugement désignant le service comme lieu d'exercice du droit aux relations personnelles.

Les services "Espaces-Rencontres" peuvent remettre aux parents et/ou aux autorités concernées des attestations de présence ou d'absence des parents et des enfants.

Ils peuvent également transmettre aux instances judiciaires ou administratives et aux parents des courriers :

- en vue de proposer une modification des conditions de rencontre;
- en vue de modifier les conditions de rencontre si l'initiative en est laissée au service "Espaces-Rencontres";
- en cas d'incident grave s'étant produit durant la rencontre;
- en vue ou en cas de suspension des rencontres.

Tout document transmis aux autorités judiciaires ou administratives est communiqué aux parents concernés et éventuellement à leurs avocats.

Les instances judiciaires et administratives qui adressent les usagers au service "Espaces-Rencontres" ne peuvent en aucun cas décider des modalités de fonctionnement de ces lieux.

5° Discrétion et secret professionnel

Ce qui se vit dans les services "Espaces-Rencontres" est d'ordre privé. Les enfants et les parents accueillis ont le droit au respect de leur vie privée et familiale;

Les intervenants sont tenus au secret professionnel sur les situations qu'ils ont à connaître dans le cadre de leur activité au sein du service "Espaces-Rencontres".

Si les intervenants d'un service "Espaces-Rencontres" sont amenés à participer à une rencontre entre professionnels concernant une situation prise en charge au sein du service, ils évaluent, au mieux des intérêts de l'enfant, la pertinence de communiquer une information sur cette situation.

Exceptionnellement, le principe de confidentialité peut être levé lorsque les dispositions légales en vigueur y obligent les intervenants.

Le principe de confidentialité est levé lorsqu'il y a danger pour les usagers et/ou les intervenants ou transgression du règlement intérieur empêchant l'exercice du droit aux relations personnelles ou le fonctionnement du lieu.

6° Information des usagers

Les usagers sont informés, préalablement aux rencontres, des objectifs du service "Espaces-Rencontres", de son règlement d'ordre intérieur, de son fonctionnement et des relations qu'il entretient avec les institutions judiciaires ou administratives.

Ils sont également informés que l'intervention du service "Espaces-Rencontres" a un caractère transitoire à visée évolutive et de la limite fixée dans le temps aux rencontres entre enfants et parents au sein du service.

Les services "Espaces-Rencontres" adoptent des dispositions précises concernant l'usage de la vidéo, des appareils photos, des magnétophones et des téléphones portables au sein des services et durant les rencontres.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 juillet 2004 portant exécution du décret du 27 mai 2004 relatif à l'agrément et au subventionnement des services "Espaces-Rencontres".

Namur, le 28 juillet 2004.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

La Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des Chances,
Mme Ch. VIENNE

ANNEXE 3

RAPPORT D'ACTIVITES QUALITATIF SERVICES "ESPACES-RENCONTRES"

Le rapport annuel d'activités qualitatif d'un service "Espaces-Rencontres" contient au moins les éléments suivants :

1. Identification du service

Nom du service
Numéro d'agrément
Responsable du service
Adresse
Téléphone
Fax
Affiliation à une fédération
Heures habituelles d'ouverture du service

2. Dossiers pris en charge par le service

Nombre de dossiers ouverts durant l'année
Nombre de dossiers traités durant l'année
Nombre de dossiers clôturés durant l'année

3. Origine des mesures

Analyse

4. Réunions d'équipe

Nombre
Sujets abordés

5. Collaboration avec des partenaires

Type et objet des collaborations
Initiateur de la collaboration
Coordonnées des partenaires
Evaluation du partenariat
Conventions conclues et, le cas échéant, copie de ces conventions

6. Formation continuée du personnel

Nom et qualification des personnes bénéficiaires de la formation
Description, durée, fréquence, organisateur de la formation
Initiateur de la formation
Lien entre la formation et les missions du service
Coût de la formation

7. Analyse des missions du service

Problématiques abordées au sein du service
Méthodologie adoptée
Evaluation de la méthodologie
Projets et objectifs du service pour l'année suivante

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 juillet 2004 portant exécution du décret du 27 mai 2004 relatif à l'agrément et au subventionnement des services "Espaces-Rencontres".

Namur, le 28 juillet 2004.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

La Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des Chances,
Mme Ch. VIENNE

ANNEXE 4

RAPPORT D'ACTIVITES QUANTITATIF Services "Espaces-Rencontres"

N° dossier	Origine de la mesure	Date d'ouverture du dossier	Nombre d'heures d'ER à prester	Date du 1 ^{er} ER	Date du dernier ER	Date de clôture du dossier	Nombre d'heures d'entretien	Nombre d'ER	Nombre d'heures du parent gardien en ER	Nombre d'heures du parent visiteur en ET	Nombre d'heures d'ER en sortie

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 juillet 2004 portant exécution du décret du 27 mai 2004 relatif à l'agrément et au subventionnement des services "Espaces-Rencontres".

Namur, le 28 juillet 2004.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

La Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des Chances,
Mme Ch. VIENNE

ANNEXE 5

REGISTRE D'ACTIVITES Services "Espaces-Rencontres"

N° d'ordre	Date	N° dossier	Heure d'arrivée parent visiteur	Heure d'arrivée parent gardien	Heure de début de l'ER	Heure de fin de l'ER	Heure de départ parent visiteur	Heure de départ parent gardien	Rencontre à l'extérieur	Intervenant(s) + signature	Remarques

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 juillet 2004 portant exécution du décret du 27 mai 2004 relatif à l'agrément et au subventionnement des services "Espaces-Rencontres".

Namur, le 28 juillet 2004.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

La Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des Chances,
Mme Ch. VIENNE

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAAELSE GEWEST

N. 2004 — 3680

[2004/202795]

28 JULI 2004. — Besluit van de Waalse Regering tot uitvoering van het decreet betreffende de erkenning en de subsidiëring van de diensten 'Espaces-Rencontres' (Ontmoetingsruimten)

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet betreffende de erkenning en de subsidiëring van de diensten 'Espaces-Rencontres',

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 25 mei 2004;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 27 mei 2004;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 5 juli 2004, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, gewijzigd bij de wet van 2 april 2003;

Op de voordracht van de Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen;

Na beraadslaging,

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen***Artikel 1.** Dit besluit regelt overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet een materie bedoeld in artikel 128, § 1, van de Grondwet.**Art. 2.** Voor de toepassing van dit decreet wordt verstaan onder :

1° administratie : het Directoraat-generaal Gezondheid en Sociale Actie van het Ministerie van het Waalse Gewest;

2° Minister : de Minister bevoegd voor het Gezinsbeleid;

3° diensten : de diensten 'Espaces-Rencontres';

4° Commissie : de Waalse adviescommissie van de diensten 'Espaces-Rencontres';

5° decreet : het decreet van 27 mei 2004 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de diensten 'Espaces-Rencontres'.

HOOFDSTUK II. — *Erkenningsprocedure**Afdeling 1.* — Toekenning van de erkenning**Art. 3.** De aanvraag om erkenning wordt bij ter post aangetekend schrijven aan de administratie gericht. Een afschrift wordt naar de Minister gestuurd.

Naast de gegevens vereist krachtens artikel 6, tweede lid, van het decreet vermeldt het aanvraagdossier :

1° de identiteit en de personalia van de persoon die de dienst vertegenwoordigt;

2° het adres en verdere gegevens betreffende de dienst;

3° de naam, de titels, diploma's en functies van de personeelsleden;

4° het gerechtelijk arrondissement bestreken door de dienst;

5° eventueel de andere bronnen van overheidssubsidiëring van de dienst, ongeacht het niveau;

6° de openingsdagen en -tijden van de dienst;

7° een door de dienstverantwoordelijke getekend afschrift van de Deontologische code, zoals hij bij dit besluit gaat.

Art. 4. Binnen tien dagen na ontvangst van de aanvraag stuurt de administratie een bericht van ontvangst naar de dienst.

De administratie gaat na of de aanvraag volledig is en verzoekt de dienst desgevallend binnen dertig dagen na ontvangst van de aanvraag om de ontbrekende stukken of gegevens.

De dienst beschikt over een termijn van dertig dagen om de ontbrekende stukken en gegevens toe te sturen. Die termijn gaat in op de datum van ontvangst van het schrijven waarin de administratie op de ontbrekende stukken en gegevens wijst.

Als het dossier volledig is, geeft de administratie de dienst daar schriftelijk kennis van.

Art. 5. Binnen dertig dagen na verzending van het schrijven bedoeld in artikel 4, vierde lid, maakt de administratie het dossier samen met haar advies aan de Commissie over.

De Commissie maakt haar advies aan de Minister over binnen twee maanden na ontvangst van het dossier.

Art. 6. De Minister beslist over de aanvraag binnen twee maanden na ontvangst van het advies van de Commissie. De beslissing wordt bij ter post aangetekend schrijven meegedeeld.**Art. 7.** De hernieuwing van de erkenning wordt minstens zes maanden vóór de verstrijksdatum van de lopende erkenning aangevraagd.

De artikelen 3 tot 6 zijn van toepassing op de hernieuwing van de erkenning.

Art. 8. Als een tijdelijke erkenning van één jaar overeenkomstig artikel 8, tweede lid, van het decreet verleend wordt en als de Minister niet van plan is de erkenningsduur te verlengen, geeft hij de dienst daar kennis van bij ter post aangetekend schrijven, uiterlijk drie maanden vóór de verstrijksdatum van de voorlopige vergunning.

De Commissie wordt om advies verzocht. Vanaf de datum van ontvangst van de aanvraag heeft ze een maand tijd om advies uit te brengen.

Afdeling 2. — Schorsing en intrekking van de erkenning

Art. 9. Als de Minister van plan is de erkenning te schorsen of in te trekken, informeert hij betrokken dienst bij ter post aangetekend schrijven. Het voorstel tot schorsing of intrekking vermeldt de motieven tot rechtvaardiging daarvan.

De dienst beschikt vanaf de datum van ontvangst van het voorstel tot schorsing of intrekking over dertig dagen om zijn geschreven opmerkingen aan de Minister te richten.

Art. 10. De Minister maakt zijn voorstel tot schorsing of intrekking desgevallend samen met de opmerkingen van de dienst voor advies aan de Commissie over binnen de maand na ontvangst van de opmerkingen of na afloop van de termijn bedoeld in artikel 9, tweede lid.

Art. 11. De Commissie geeft de Minister advies binnen twee maanden na ontvangst van het voorstel tot schorsing of intrekking bedoeld in artikel 10.

Art. 12. De Minister beslist binnen de maand na ontvangst van het advies van de Commissie.

De beslissing tot schorsing of intrekking wordt bij ter post aangetekend schrijven aan de dienst meegedeeld.

Afdeling 3. — Beroepen

Art. 13. Als de voorlopige erkenning niet verlengd wordt of als de erkenning geweigerd, geschorst of ingetrokken wordt, wordt beroep bij de Regering ingediend.

Het beroep wordt bij ter post aangetekend schrijven aan de Minister gericht binnen twee maanden na kennisgeving van de betwiste beslissing.

Het beroep is niet opschortend. Als het beroep aangenomen wordt, wordt het recht op subsidies hersteld vanaf de datum die de Regering bepaalt.

Art. 14. De Regering beslist binnen drie maanden na de datum van verzending van het aangetekend schrijven bedoeld in artikel 13, tweede lid.

HOOFDSTUK III. — Erkenningsvoorwaarden betreffende het personeel en de organisatie van de lokalen

Art. 15. § 1. Naast de erkenningsvoorwaarden bedoeld in artikel 7 van het decreet beschikt de dienst over :

1° een licentiaat in de menselijke wetenschappen;

2° een maatschappelijk werknemer, houder van een diploma van maatschappelijk assistent, van maatschappelijk helper, van assistent in de psychologie, van opvoeder, van kleuteronderwijzer of onderwijzer in het basisonderwijs of van een postgraduaat inzake bemiddeling, afgegeven door het pedagogisch of sociaal hoger onderwijs, op zijn minst van het korte type, voltijds of sociale promotie.

§ 2. De licentiaat in de menselijke wetenschappen en de maatschappelijk werker volgen een opleiding i.v.m. de opdrachten bedoeld in het decreet of zijn het voorwerp van een supervisie van minstens dertig uur per jaar.

Art. 16. De dienst beschikt minstens over een lokaal dat speciaal ingericht is voor ontmoetingen tussen ouders en kinderen.

*HOOFDSTUK IV. — Subsidies**Afdeling 1. — Subsidies voor personeelskosten*

Art. 17. § 1. Elke erkende dienst ontvangt een subsidie ter dekking van de volgende personeelskosten :

1° een voltijds equivalent universitair;

2° een voltijds equivalent maatschappelijk werker;

3° een 0,2 voltijds equivalent administratief personeelslid.

§ 2. De subsidie dekt :

1° het brutoloon van het personeel;

2° de werkgeversbijdragen, met inbegrip van de kosten van sociaal secretariaat tot maximum 54 % van de personeelsuitgaven bedoeld in 1°.

§ 3. De personeelsuitgaven bedoeld in § 2, 1°, worden slechts in aanmerking genomen als ze de bij dit besluit gevoegde weddeschalen niet overschrijden.

§ 4. Alleen de uitgaven i.v.m. het statutaire of het contractuele personeel worden als personeelsuitgaven beschouwd.

Art. 18. § 1. De tussentijdse verhogingen worden voor maximum zes jaar toegekend voor de effectieve diensten die als nuttige ervaring beschouwd kunnen worden en die het personeel vroeger gepresteerd heeft bij een overheid van Belgisch, buitenlands of internationaal recht, of bij een door haar erkende of gesubsidieerde instelling.

De Minister bepaalt welke diensten bedoeld in het eerste lid als nuttige ervaring beschouwd kunnen worden.

§ 2. Een deeltijds in dienst genomen personeelslid verkrijgt de tussentijdse verhogingen op dezelfde wijze als een voltijds in dienst genomen personeelslid.

Als een personeelslid evenwel deeltijds in dienst genomen wordt door de dienst 'Espaces-Rencontres' en later voltijds presteert, worden de diensten die hij deeltijds verstrekt heeft naar rato van een volledig werkrooster berekend voor de vastlegging van zijn geldelijke anciënniteit wat betreft de periode die voorafgaat aan de indiensttreding bij een dienst 'Espaces-Rencontres'.

§ 3. De in aanmerking komende diensten die volle maanden dekken worden rechtstreeks in de geldelijke anciënniteit gevaloriseerd naar rato van een maand per periode van dertig dagen.

§ 4. De anciënniteiten worden in aanmerking genomen in de loop van de maand van de overlegging van de voor echt verklaarde stukken waarin de volgende gegevens vermeld worden : de naam en de geboortedatum van het personeelslid, de naam van de werkgevers, het doel van de dienst en het soort betrekking, het statuut, het aantal gepresteerde uren, alsook het bewijs dat die diensten erkend of gesubsidieerd werden door de overheden of instellingen bedoeld in § 1.

Art. 19. De subsidies die bezoldigingen of gelijkgestelde kosten vormen vallen onder de toepassing van de wet van 1 maart 1977 houdende inrichting van een stelsel waarbij sommige uitgaven in de overheidssector aan het indexcijfer van de consumptieprijzen van het Rijk worden gekoppeld.

Afdeling 2. — Subsidies voor werkingskosten

Art. 20. Elke erkende dienst ontvangt een subsidie ter dekking van de werkingskosten.

Deze subsidie wordt forfaitair vastgelegd op 12.500 euro.

Een deel van de subsidie voor de werkingskosten kan voor de personeelskosten bestemd worden.

Art. 21. De kosten voor de opleidingen bedoeld in artikel 15, § 2, worden geboekt bij de werkingsuitgaven.

De kosten voor opleidingen i.v.m. de in het decreet bedoelde opdrachten die in het kader van dit besluit gevolgd worden door de niet gesubsidieerde personeelsleden van de dienst komen eveneens in aanmerking.

Art. 22. De subsidies ter dekking van de werkingskosten vallen onder de toepassing van de wet van 2 augustus 1971 houdende inrichting van een stelsel waarbij de wedden, lonen, pensioenen, toelagen en tegemoetkomingen ten laste van de Openbare Schatkist, sommige sociale uitkeringen, de bezoldigingsgrenzen waarmee rekening dient gehouden bij de berekening van sommige bijdragen van de sociale zekerheid der arbeiders, alsmede de verplichtingen op sociaal gebied opgelegd aan de zelfstandigen, aan het indexcijfer van de consumptieprijzen worden gekoppeld.

Afdeling 3. — Voorwaarden en modaliteiten voor de toekenning van subsidies

Art. 23. De subsidies worden per kalenderjaar toegekend aan elke erkende dienst die de volgende voorwaarden vervult :

1° hij bezorgt de administratie de in artikel 14, 1° en 2°, van het decreet bedoelde activiteitenverslagen, waarvan de modellen bij dit besluit gaan;

2° hij bezorgt de administratie de stukken en gegevens bedoeld in artikel 15, 1° en 2°, van het decreet;

3° hij ontvangt geen subsidies voor de personeelsleden als ze twee keer verleend worden.

Art. 24. De werkingssubsidies en de subsidies voor personeelskosten worden in vier driemaandelijke voorschotten van 22,5 % gestort.

Het saldo wordt vóór 1 oktober van het volgende jaar betaald na overlegging van de bewijsstukken van de uitgaven.

Afdeling 4. — Vermindering en afschaffing van de subsidies

Art. 25. Als de Minister van plan is de subsidies te verminderen of af te schaffen, verwittigt hij betrokken dienst bij ter post aangetekend schrijven. Het voorstel tot vermindering of tot afschaffing vermeldt de motieven tot rechtvaardiging daarvan.

De dienst beschikt vanaf de datum van ontvangst van het voorstel tot vermindering of tot afschaffing over dertig dagen om zijn geschreven opmerkingen aan de Minister te richten.

Art. 26. De Minister beslist binnen de maand na ontvangst van de opmerkingen van de dienst of na afloop van de termijn bedoeld in artikel 25, tweede lid.

De beslissing tot vermindering of tot afschaffing wordt bij ter post aangetekend schrijven meegedeeld.

Art. 27. In geval van vermindering of tot afschaffing van de subsidies wordt beroep bij de Regering ingesteld.

Het beroep wordt bij ter post aangetekend schrijven aan de Minister gericht binnen twee maanden na kennisgeving van de betwiste beslissing.

Het beroep is niet opschortend. Als het beroep aangenomen wordt, wordt het recht op subsidies hersteld vanaf de datum die de Regering bepaalt.

De Regering beslist binnen drie maanden na de datum van verzending van het aangetekend schrijven bedoeld in het tweede lid.

HOOFDSTUK V. — *Werking van de diensten*

Art. 28. De coördinator bedoeld in artikel 9 van het decreet organiseert minstens één keer om de twee maanden een overlegvergadering met de personeelsleden die de in het decreet bedoelde opdrachten vervullen.

Art. 29. Het activiteitenregister bedoeld in artikel 11 van het decreet wordt gehouden overeenkomstig het model dat bij dit besluit gaat.

Het register wordt één keer per week door de coördinator getekend.

Art. 30. Het maximumbedrag van de financiële bijdrage die van de ouders gevorderd kan worden, wordt jaarlijks vastgelegd op 12 euro per ouder.

Dit bedrag wordt jaarlijks op 1 januari geïndexeerd overeenkomstig de wet van 2 augustus 1971 houdende inrichting van een stelsel waarbij de wedden, lonen, pensioenen, toelagen en tegemoetkomingen ten laste van de openbare schatkist, sommige sociale uitkeringen, de bezoldigingsgrenzen waarmee rekening dient gehouden bij de berekening van sommige bijdragen van de sociale zekerheid der arbeiders, alsmede de verplichtingen op sociaal gebied opgelegd aan de zelfstandigen, aan het indexcijfer van de consumptieprijzen worden gekoppeld.

Na elke betaling wordt een ontvangstbewijs afgegeven, waarvan een afschrift in het individuele dossier bewaard wordt. Het ontvangstbewijs vermeldt de datum, de naam van de ouder en het ontvangen bedrag.

Art. 31. De erkende dienst draagt de benaming "Service 'Espaces-Rencontres' de", gevolgd door de naam van het arrondissement waarop bedoelde erkenning betrekking heeft en, desgevallend, van een Romeins cijfer ter identificatie van de dienst als verschillende erkenningen voor hetzelfde arrondissement verleend werden.

HOOFDSTUK VI. — *De Commissie*

Art. 32. Deelname aan de zittingen van de Commissie geeft recht op presentiegeld, meer bepaald :

1° 20 euro voor de voorzitter;

2° 15 euro voor de ondervoorzitter;

3° 12,5 euro voor de andere leden, met uitzondering van de afgevaardigden van de Regering en van de administratie.

Art. 33. De commissieleden krijgen hun reiskosten terugbetaald onder de volgende voorwaarden :

1° bij gebruik van het openbaar vervoer worden de reiskosten op grond van de officiële tarieven terugbetaald;

2° het gebruik van een eigen voertuig geeft recht op een kilometervergoeding bepaald overeenkomstig de regelgeving die toepasselijk is op de ambtenaren rang A4 van het Waalse Gewest.

Het Waalse Gewest komt niet op voor de dekking van de risico's gebonden aan het gebruik van een eigen voertuig.

HOOFDSTUK VII. — *Slot- en overgangsbepalingen*

Art. 34. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2005.

Art. 35. In afwijking van de artikelen 15, § 1, en 17, § 1, kan het personeel dat op de datum van inwerkingtreding van dit besluit niet over de vereiste diploma's beschikt, gesubsidieerd worden. De aanvragen tot afwijking worden bij de Minister ingediend binnen zes maanden na de datum van inwerkingtreding van dit besluit.

Art. 36. Zolang de begrotingskredieten niet toelaten om de diensten 'Espaces-Rencontres' te subsidiëren op grond van de bepalingen van hoofdstuk IV worden ze bij wijze van overgangsmaatregel bij voorkeur gebruikt voor de subsidiëring, ten belope van hetzelfde bedrag als voordien, van de diensten die voorheen door het Ministerie van Justitie gesubsidieerd werden.

Art. 37. De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 28 juli 2004.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,
Mevr. Ch. VIENNE

BIJLAGE 1

WEDDESCHALEN DIENSTEN 'ESPACES-RENCONTRES'

	Licentiaat in de Menselijke Wetenschappen		
	Index 100		
	EURO		
0	20435	15	30380
1	23257	16	30380
2	23257	17	31403
3	24230	18	31403
4	24230	19	32376
5	25203	20	32376
6	25203	21	33349
7	26176	22	33349
8	26176	23	34322
9	27149	24	34322
10	27511	25	34322
11	28484	26	34322
12	28484	27	34322
13	29457	28	34322
14	29457	29	34322

	Maatschappelijk werker		
	Index 100		
	EURO		
0	16463	16	25746
1	17661	17	26289
2	17661	18	26289
3	18194	19	26832
4	19194	20	26832
5	18726	21	27375
6	18726	22	27375
7	21341	23	27918
8	21341	24	27918
9	21884	25	28461
10	22246	26	28461
11	22789	27	29004
12	22789	28	29004
13	23332	29	29004
14	23332		
15	23878		

	Administratief personeelslid		
	Index 100		
	EURO		
0	15191	15	21794
1	16345	16	21794
2	16345	17	22337
3	16611	18	22337
4	16611	19	22880
5	16966	20	22880
6	16966	21	23423
7	19259	22	23423
8	19259	23	23966
9	19802	24	23966
10	20164	25	24509
11	20707	26	24509
12	20707	27	25052
13	21251	28	25052
14	21251	29	25052

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 28 juli 2004 tot uitvoering van het decreet van 27 mei 2004 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de diensten 'Espaces-Rencontres'.

Namen, 28 juli 2004.

De Minister-President,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,

Mevr. Ch. VIENNE

BIJLAGE 2**DEONTOLOGISCHE CODE VAN DE DIENSTEN 'ESPACE-RENCONTRES'****1° Verantwoordelijkheid**

De ethiek van de diensten 'Espaces-Rencontres' is gegrond op de verhouding van de mens tot de wet, zowel op juridisch als op symbolisch vlak. Zij erkent het kind in de menselijke en sociale dimensie.

Het kind is een rechtssubject waarvan één van de fundamentele rechten en behoeften erin bestaat contact te hebben met zijn ouders en met elke persoon die houder is van een recht op persoonlijke relaties.

De dienst 'Espaces-Rencontres' neemt de plaats van de ouders niet in bij de uitoefening van het ouderlijke gezag.

Binnen de dienst 'Espaces-Rencontres' blijven de ouders verantwoordelijk voor hun kinderen. Als geen van beide ouders aanwezig is, kan de dienst verantwoordelijk gesteld worden voorzover een fout, onvoorzichtigheid of nalatigheid bewezen kan worden.

De activiteit van de dienst 'Espaces-Rencontres' wordt uitgeoefend in het globale kader van de wetsbepalingen tot bescherming van de personen en meer bepaald van die tot bescherming van de kinderen. De dienst 'Espaces-Rencontres' zorgt ervoor dat zijn tussenkomst het kind niet in gevaar kan brengen. Indien de interveniënten vaststellen dat binnen de dienst gevaar bestaat voor het kind of voor de andere aanwezige personen, worden de vigerende wetsbepalingen toegepast en worden de nodige veiligheidsmaatregelen genomen.

2° In de tijd beperkte tussenkomst

De diensten 'Espaces-Rencontres' zorgen ervoor dat het recht op persoonlijke relaties uitgeoefend wordt in de gepaste ruimte, buiten het privé-kader waar het gewoonlijk uitgeoefend wordt, in aanwezigheid van interveniënten die buiten bedoelde relaties staan.

Het beroep op de dienst 'Espaces-Rencontres' moet uitzonderlijk en tijdelijk zijn. De dienst 'Espaces-Rencontres' gebruikt de middelen en de bevoegdheden waarover hij beschikt om er in de mate van het mogelijke voor te zorgen dat de relaties tussen betrokken personen evolueren en zonder tussenkomst van de dienst onderhouden kunnen worden.

De tussenkomst van de dienst is beperkt in de tijd :

- hetzij door de ouders in overeenstemming met de dienst 'Espaces-Rencontres';
- hetzij door de administratieve of rechterlijke instantie die hem kennis gegeven heeft van de toestand, de dienst wordt in kennis gesteld van de vastgelegde termijn;
- hetzij door de dienst 'Espaces-Rencontres' zelf.

Als de dienst door een administratieve of rechterlijke instantie 'Espaces-Rencontres' in kennis werd gesteld van een toestand zonder dat de duur van de tussenkomst van de dienst door die instantie werd voorzien, kan de dienst aan de ouders voorstellen om een nieuw onderzoek van de toestand door die instantie aan te vragen.

3° Onpartijdigheid van de tussenkomst

De dienst 'Espaces-Rencontres' is een specifieke onafhankelijke "derde" plaats die verschilt van de gebruikelijke plaatsen van de kinderen en ouders.

De dienst 'Espaces-Rencontres' is slechts bevoegd voor de vraagstukken betreffende de uitoefening van het recht op persoonlijke relaties. In de conflicten tussen de ouders beroepen de interveniënten zich op het kader dat voorziet in het recht op persoonlijke relaties, zoals bepaald in 4°, vierde lid, en kiezen ze partij voor geen van beide ouders.

Als de dienst 'Espaces-Rencontres' deel uitmaakt van een structuur met verschillende activiteiten, mogen de personen die aan een aantal van die activiteiten deelnemen niet gelijktijdige tussenkomsten in dezelfde toestand.

Als een interveniënt vanwege zijn externe beroepspraktijk of persoonlijke relaties kennis heeft van een familiale toestand ten laste van de dienst, zal hij vermijden deel te nemen aan de desbetreffende tussenkomsten.

Elke therapeutische opname van ouders of kinderen door de interveniënten van de diensten 'Espaces-Rencontres' is verboden.

De interveniënten houden rekening met de diversiteit van de gezinsculturen en -werkingen.

4° Autonomie van de diensten 'Espaces-Rencontres' en relaties met de rechterlijke en administratieve instanties

Als zij achten dat hun tussenkomst ontoereikend is, kunnen de diensten 'Espaces-Rencontres' de tenlasteneming van een toestand weigeren die hen door de ouders of een rechterlijke of administratieve instantie gevraagd wordt. Zij kunnen ook een einde maken aan een tussenkomst als zij achten dat de diensten die zij aanbieden ongepast gebruikt worden.

De diensten 'Espaces-Rencontres' zijn niet de plaats voor onderzoek of expertise. Ze nemen niet de plaats in van de rechterlijke of administratieve instanties.

Met uitzondering van de interveniënten van de dienst, wordt gedurende de ontmoetingen tussen ouders en kinderen geen enkele vakpersoon (justitieassistent, magistraat, advocaat, deskundige, sociaal werker,...) tot de dienst toegelaten.

Het kader voor de uitoefening van het recht op persoonlijke relaties wordt vastgelegd krachtens de rechterlijke of administratieve beslissingen of bij de overeenkomsten gesloten tussen de ouders, overeenkomstig het huishoudelijk reglement van de dienst 'Espaces-Rencontres'.

De diensten 'Espaces-Rencontres' mogen een afschrift in ontvangst nemen van de beschikking of uitspraak waarbij de dienst aangewezen wordt als de plaats voor de uitoefening van het recht op persoonlijke relaties.

De diensten 'Espaces-Rencontres' mogen de aanwezigheids- of afwezigheidsattesten van de ouders en kinderen aan betrokken ouders en/of overheden overmaken.

Ze kunnen zich ook schriftelijk tot de rechterlijke of administratieve instanties en de ouders richten :

- om een wijziging van de ontmoetingsvoorwaarden voor te stellen;
- om de ontmoetingsvoorwaarden te wijzigen als het initiatief aan de dienst 'Espaces-Rencontres' gelaten wordt;
- in geval van ernstig incident tijdens de ontmoeting;
- in geval van schorsing van de ontmoetingen of met het oog erop.

Elk document dat overgemaakt wordt aan de rechterlijke of administratieve overheden wordt verstuurd naar de betrokken ouders en eventueel naar hun advocaat.

De rechterlijke of administratieve instanties die de gebruikers naar de dienst 'Espaces-Rencontres' sturen, mogen in geen geval beslissen over de werkingsmodaliteiten van de dienst.

5° Discretie en beroepsgeheim

Wat zich binnen de diensten 'Espaces-Rencontres' afspeelt, behoort tot het privé-leven. De kinderen en ouders die onthaald worden hebben recht op het respect van hun gezins- en privé-leven;

De interveniënten zijn gehouden tot het beroepsgeheim wat betreft de toestanden waarvan ze kennis krijgen in het kader van hun activiteiten binnen de dienst 'Espaces-Rencontres'.

Als de interveniënten van een dienst 'Espaces-Rencontres' moeten deelnemen aan een vergadering tussen vakmensen betreffende een toestand die binnen de dienst ten laste genomen wordt, evalueren zij, in het belang van het kind, de noodzaak om informatie over deze toestand te verstrekken.

Bij wijze van uitzondering kan het vertrouwelijkheidsprincipe opgeheven worden als de interveniënten daartoe verplicht worden krachtens de vigerende wetsbepalingen.

Het vertrouwelijkheidsprincipe wordt opgeheven in geval van gevaar voor de gebruikers en/of interveniënten of bij overtreding van het huishoudelijk reglement waardoor de uitoefening van het recht op persoonlijke relaties of de werking van de plaats verhinderd wordt.

6° Informatie van de gebruikers

De gebruikers worden vóór de ontmoetingen in kennis gesteld van de doelstellingen van de dienst 'Espaces-Rencontres', van zijn huishoudelijk reglement, van zijn werking en van de relaties die hij met de rechterlijke en administratieve instanties onderhoudt.

Er wordt hen ook meegedeeld dat de tussenkomst van de dienst 'Espaces-Rencontres' tijdelijk en evolutief is en dat de ontmoetingen tussen kinderen en ouders binnen de dienst in de tijd beperkt zijn.

De diensten 'Espaces-Rencontres' nemen nauwkeurige bepalingen aan wat betreft het gebruik van videoapparatuur, fototoestellen, bandopnemers en draadloze telefoons binnen de diensten en tijdens de ontmoetingen.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 28 juli 2004 tot uitvoering van het decreet van 27 mei 2004 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de diensten 'Espaces-Rencontres'.

Namen, 28 juli 2004.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,
Mevr. Ch. VIENNE

BIJLAGE 3**KWALITATIEF ACTIVITEITENVERSLAG DIENSTEN 'ESPACES-RENCONTRES'**

Het kwalitatief activiteitenverslag van een dienst 'Espaces-Rencontres' bevat hoe dan ook de volgende gegevens :

1. Identificatie van de dienst

Naam van de dienst
Erkenningsnummer
Verantwoordelijke van de dienst
Adres
Telefoon
Fax
Aansluiting bij een federatie
Gebruikelijke openingstijden van de dienst

2. Dossiers behandeld door de dienst

Aantal dossiers geopend in de loop van het jaar
Aantal dossiers behandeld tijdens het jaar
Aantal dossiers afgesloten tijdens het jaar

3. Oorsprong van de maatregelen

Oorsprong van de maatregelen
Analyse

4. Ploegvergaderingen

Aantal
Aangesneden onderwerpen

5. Samenwerking met partners

Soort samenwerkingen en doel ervan
Initiatiefnemer van de samenwerking
Gegevens van de partners
Evaluatie van het partnerschap
Gesloten overeenkomsten en, desgevallend, afschrift ervan

6. Voortgezette vorming van het personeel

Naam en kwalificatie van de personen die voor een opleiding in aanmerking komen
Beschrijving, duur, frequentie, organisator van de opleiding
Initiatiefnemer van de opleiding
Verband tussen de opleiding en de opdrachten van de dienst
Kost van de opleiding

7. Analyse van de opdrachten van de dienst

Problematieken aangesneden binnen de dienst
Gevolgde methodologie
Evaluatie van de methodologie
Projecten en doelstellingen van de dienst voor het volgende jaar

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 28 juli 2004 tot uitvoering van het decreet van 27 mei 2004 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de diensten 'Espaces-Rencontres'.

Namen, 28 juli 2004.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,
Mevr. Ch. VIENNE

BIJLAGE 4

KWANTITATIEF ACTIVITEITENVERSLAG
Diensten 'ESPACES-RENCONTRES'

Nr. dossier	Oorsprong van de maatregel	Datum van de opening van het dossier	Aantal te presteren ER uren	Datum van de 1e ER	Datum van de laatste ER	Datum van de afsluiting van het dossier	Aantal uren onderhoud	Aantal ER	Aantal uren van de ouder bewaker in ER	Aantal uren van de ouder bezoeker in ET	Aantal uren ER in uitgaan

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 28 juli 2004 tot uitvoering van het decreet van 27 mei 2004 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de diensten 'Espaces-Rencontres'.

Namen, 28 juli 2004.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,
Mevr. Ch. VIENNE

BIJLAGE 5

ACTIVITEITENREGISTER DIENSTEN 'ESPACES-RENCONTRES'

Ordenr.	Datum	Nr. dossier	Aankomst-uur ouder bezoeker	Aankomst-uur ouder bewaker	Beginuur van de ER	Einduur van de ER	Vertrekuur ouder bezoeker	Vertrekuur ouder bewaker	Ontmoeting buiten	Interveniënt(en) + handtekening	Opmerkingen

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 28 juli 2004 tot uitvoering van het decreet van 27 mei 2004 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de diensten 'Espaces-Rencontres'.

Namen, 28 juli 2004.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,
Mevr. Ch. VIENNE